

Communiqué Le 17 mars 2023

Réforme des retraites : halte à la répression et aux violences policières !

Incapable d'entendre la colère sociale qui s'exprime partout dans le pays, Macron et son gouvernement n'ont qu'une seule réponse à y opposer : la répression et la violence de leur police.

Alors que nous entrons dans une phase de mobilisation contre un pouvoir qui bafoue les règles démocratiques les plus élémentaires, celui-ci fait une nouvelle fois le choix de réprimer l'opposition de son peuple espérant sans doute ainsi le faire taire. A Rennes, Nantes, Paris, Dijon, Ivry.... la police de Darmanin montre les dents contre un mouvement social soutenu par l'immense majorité de la population et des dizaines de manifestant-es ont été mises en garde à vue. C'est inacceptable et intolérable quand bien même il n'y a pas de surprise à cette fuite en avant dans la répression et les violences policières.

L'Union syndicale Solidaires dénonce avec la plus grande fermeté les violences perpétrées à l'encontre du mouvement social de quelque nature qu'elles soient, les interdictions des manifestations sociales, les interpellations et gardes à vue totalement arbitraires contre des manifestant-es et toutes les exactions commises (voir l'extrait du communiqué des camarades de Solidaires 44). L'intimidation ne fera pas taire ceux et celles qui se battent contre cette réforme injuste et brutale, au contraire, elle alimentera encore plus la colère et la détermination à faire chuter le projet de loi!

Alors qu'il n'a fait qu'attiser la colère sociale et méprisé les millions de personnes dans la rue, ce gouvernement fustige la violence et les dégradations dont seraient coupables des manifestantes. La violence, c'est le pouvoir qui l'exerce par des politiques antisociales et un projet de loi retraites qui opprime les classes populaires et la majorité de la population de ce pays. L'Union syndicale Solidaires soutient tous-tes les victimes de la répression et exige que leurs auteurs de même que celles et ceux qui les ont décidées soient poursuivis et sanctionnés. Elle exige de même que le ministre Darmanin qui n'hésite jamais à les nier, les couvrir et les encourager soit tenu pour directement responsable de ces violences et en réponde.

La violence est la réponse d'un gouvernement aux abois : c'est la démocratie sociale qui doit gagner, ce sont les travailleurs/euses qui au bout l'emporteront !

Extrait du communiqué de Solidaires 44 :

Plaqué·e·s ensuite contre un mur durant une heure, étudiantes, étudiants et jeunes travailleurs ont été soumis·es à différentes violences et intimidations. Alors qu'ils et elles ne représentaient aucune menace, plusieurs ont subi des coups de matraque, de gazeuse en plein visage, des coups dans les parties génitales, des plaquages au sol, des insultes, des remarques et des violences à caractère sexuel,... Leur objectif semblait être de ficher l'ensemble des personnes présentes, photographiées et fouillées, et de les intimider.